



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/C.3/45/L.36  
8 novembre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
TROISIEME COMMISSION  
Points 100 et 118 de l'ordre du jour

### **PREVENTION DU CRIME ET JUSTICE PENALE**

#### **BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991**

Incidences sur le budget-programme des projets de résolution dont le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a recommandé l'adoption à l'Assemblée générale dans son rapport A/CONF.144/28

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

#### **I. INTRODUCTION**

1. Le huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est tenu à La Havane du 27 août au 7 septembre 1990, a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter les 13 projets de résolution figurant à la section A du chapitre premier de son rapport (A/CONF.144/28).
2. Le présent document décrit les incidences de ces 13 projets de résolution sur le budget-programme de l'exercice 1990-1991.
3. Les incidences de ces résolutions sur les exercices biennaux suivants, seront examinées en même temps que les projets de budget-programme pertinents (exercice biennal 1992-1993 et exercices ultérieurs).

#### **II. RECAPITULATION DES MODIFICATIONS A APPORTER AU PROGRAMME DE TRAVAIL APPROUVE POUR L'EXERCICE BIENNAL 1990-1991 ET DES CREDITS SUPPLEMENTAIRES A PREVOIR POUR CET EXERCICE**

4. Les activités découlant des projets de résolution à l'examen et les crédits nécessaires pour les mener à bien, estimés sur la base du coût intégral, ont été examinés dans le contexte du programme de travail et des crédits approuvés au

chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 1/. Les activités et crédits supplémentaires qu'il faudrait inscrire à ce chapitre sont indiqués résolution par résolution dans les annexes I à X du présent document.

5. Les activités supplémentaires prévues en 1991 sont présentées sous forme de produits et autres activités supplémentaires à inscrire au chapitre 8. Elles sont récapitulées ci-après :

---

## Description des activités

## Notes

### Chapitre 8. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale

#### Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

##### Élément de programme 9.2

##### Nouveaux produits :

- |   |                  |
|---|------------------|
| iii) Fourniture de données aux Etats Membres sur les mesures de prévention de la criminalité (1991)   | Voir annexe I    |
| iv) Fourniture de données aux Etats Membres sur les mesures d'information relatives aux moyens de se protéger contre la criminalité, à la protection des victimes, à l'assistance aux victimes et à leur dédommagement (1991)       | Voir annexe I    |
| v) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation en matière d'extradition (1991)  | Voir annexe VII  |
| vi) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation relative à l'entraide judiciaire en matière pénale (1991)   | Voir annexe VIII |
| vii) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation dans le domaine du transfert des poursuites pénales (1991)   | Voir annexe IX   |
| viii) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation dans le domaine du transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle (1991) | Voir annexe X    |
| Formulation d'un programme destiné à résoudre le problème de l'utilisation des enfants dans les activités criminelles (1991)  | Voir annexe VI   |

---

Description des activités

Notes

---

Sous-programme 10. Analyse des tendances de la criminalité  
et évaluation des stratégies de prévention du crime

Elément du programme 10.1

Nouveaux produits :

iii) Services fonctionnels nécessaires pour les séances du Groupe de travail intergouvernemental chargé de préparer un programme efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale et assistance pour la préparation de son rapport (premier trimestre de 1991)

Voir annexe II

iv) Rapport de la réunion ministérielle sur les incidences du programme que doit proposer le Groupe de travail intergouvernemental (troisième trimestre de 1991)

Voir annexe II

v) Services fonctionnels nécessaires à la réunion ministérielle consacrée au futur programme en matière de prévention du crime et de justice pénale (troisième trimestre de 1991)

Voir annexe II

Sous-programme 11. Principes directeurs et normes en  
matière de prévention du crime et de justice pénale

Elément de programme 11.1

Nouveau produit :

iv) Commentaire sur les Règles de Tokyo, qui sera examiné par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à sa douzième session (quatrième trimestre de 1991)

Voir annexe IV

Elément de programme 11.3

Préparation de commentaires sur les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, à l'intention des Etats Membres (quatrième trimestre de 1991)

Voir annexe V

---

Description des activités

Notes

---

Sous-programme 12. Appui fonctionnel aux activités  
de coopération technique

Elément de programme 12.1

Préparation d'un programme de systématisation  
et d'informatisation de la justice pénale (1991)

Voir annexe III

---

6. Les dépenses supplémentaires que les activités mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus entraîneraient au cours de l'exercice biennal 1990-1991 sont récapitulées ci-après :

Dépenses supplémentaires à inscrire au budget  
ordinaire de l'exercice 1990-1991

Numéro du projet de résolution	Titre du projet de résolution	Personnel			Services de conférence (En dollars)	Notes
		Personnel temporaire (remplaçants et surnumé- raires) (En dollars)	Personnel temporaire (remplaçants et surnumé- raires) (En dollars)	Personnel temporaire (remplaçants et surnumé- raires) (En dollars)		
1.	Coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale dans le contexte du développement	-	18 500	-	-	Personnel temporaire : 3 mois de travail de P-3 (voir annexe I)
2.	Etude des fonctions et du programme de travail de l'ONU en matière de prévention du crime et de justice pénale	-	160 900	-	387 500	Personnel temporaire : 12 mois de travail de P-4, 6 mois de travail de P-3 et 12 mois de travail d'agent des services généraux (voir annexe II)
3.	Informatisation de la justice pénale	-	-	-	-	Financement extrabudgétaire (voir annexe III)
4.	Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)	-	-	5 000	-	Services de consultants (voir annexe IV)
5.	Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus	-	-	-	-	Pas de dépenses supplémentaires
6.	Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délin- quance juvénile (Les Principes directeurs de Riyad)	-	-	5 000	-	Services de consultants (voir annexe V)

Numéro du projet de résolution	Titre du projet de résolution	Dépenses supplémentaires à inscrire au budget ordinaire de l'exercice 1990-1991				Notes
		Personnel temporaire (remplaçants et surnumé- raires) (En dollars)	Personnel (En dollars)	Consultants (En dollars)	Services de conférence (En dollars)	
7.	Règles minima des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté	-	-	-	-	Pas de dépenses supplémentaires
8.	La violence dans la famille	-	-	-	-	Pas de dépenses supplémentaires
9.	Utilisation des enfants dans des activités criminelles	-	-	5 000	-	Services de consultants (voir annexe VI)
10.	Traité type d'extradition	3 mois de travail de P-3	-	-	-	Voir annexe VII
11.	Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale	3 mois de travail de P-3	-	-	-	Voir annexe VIII
12.	Traité type sur le transfert des poursuites pénales	3 mois de travail de P-3	-	-	-	Voir annexe IX
13.	Traité type relatif au transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle	3 mois de travail de P-3	-	-	-	Voir annexe X
Total		12 mois de travail de P-3	179 400	15 000	387 500	

7. Ainsi qu'il ressort du paragraphe 6, les besoins en personnel supplémentaire sont estimés à 12 mois de travail d'un fonctionnaire de la classe P-3. Il faudrait donc créer un poste à temps complet de cette catégorie au Service de la prévention du crime et de la justice pénale du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, pour répondre aux besoins supplémentaires découlant des projets de résolution 10 à 13. Le titulaire de ce poste serait également chargé de constituer et de tenir à jour des fichiers de données qui seraient communiquées aux Etats Membres à leur demande dans le cadre des activités supplémentaires découlant du projet de résolution 1. Par ailleurs, outre les demandes précises formulées dans les projets de résolution, l'adoption par le huitième Congrès de plusieurs instruments, traités types et principes directeurs aura pour effet d'accroître le volume de travail du Centre. Il faudrait donc créer, avec effet au 1er janvier 1991, un poste de la classe P-5 et un poste d'agent des services généraux dont les titulaires seraient chargés d'assumer ce surcroît de travail, de coordonner la collecte et l'analyse des informations émanant des Etats Membres et de superviser la création et la mise à jour d'une base de données internationales informatisées portant sur différents aspects de la prévention du crime et des législations et pratiques nationales. La création de ces trois postes entraînerait une dépense supplémentaire de 114 900 dollars pour l'année 1991, au titre des traitements et dépenses communes de personnel. Il faudrait également ouvrir un crédit supplémentaire de 27 400 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel) 2/, crédit qui serait compensé par l'inscription d'un montant égal au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) 2/.

### III. INCORPORATION DES ACTIVITES SUPPLEMENTAIRES AU PROGRAMME DE L'EXERCICE 1990-1991 ET MODALITES DE FINANCEMENT DES DEPENSES CONNEXES

8. Si l'Assemblée générale adopte les projets de résolution 1 à 13 recommandés par le huitième Congrès dans son rapport, il faudra ajouter les produits supplémentaires mentionnés au paragraphe 5 au programme de travail approuvé au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.

9. Ainsi qu'il ressort des paragraphes 6 et 7, les dépenses supplémentaires qu'entraînerait en 1991 l'application des projets de résolution en question sont estimées à 309 300 dollars, non compris le coût des services de conférence. Il faudrait également inscrire un crédit supplémentaire de 27 400 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel), étant entendu que ce montant serait compensé par l'inscription d'un montant égal au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

10. On se souviendra que, dans le cadre du processus budgétaire établi par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213 du 19 décembre 1986, prenant effet avec l'exercice biennal 1990-1991, un fonds de réserve est créé pour chaque exercice biennal pour couvrir les dépenses additionnelles résultant de décisions prises par les organes délibérants et qui ne sont pas inscrites dans le projet de budget-programme. En vertu du même processus, si l'on propose des dépenses additionnelles qui dépassent le niveau du fonds de réserve, ces dépenses additionnelles ne peuvent être inscrites au budget que moyennant un transfert de

ressources provenant de domaines de moindre priorité ou la modification d'activités prévues. Faute de quoi, les activités nouvelles doivent être reportées à un exercice biennal ultérieur. Un état récapitulatif de toutes les incidences sur le budget-programme et des prévisions révisées seront présentés à l'Assemblée vers la fin de sa quarante-cinquième session.

11. Au cas où les activités nouvelles découlant des projets de résolution ci-dessus ne pourraient être financées par prélèvement sur le fonds de réserve, il faudrait modifier la portée des activités programmées au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991, à l'exception de celles considérées comme hautement prioritaires, et en reporter certaines, afin de compenser les dépenses supplémentaires (309 300 dollars).

12. Le coût des services de conférence mentionnés au paragraphe 6 ci-dessus et à l'annexe II a été calculé sur la base du coût intégral, c'est-à-dire en partant de l'hypothèse que les services requis ne pourront pas être assurés par le personnel permanent pour lequel des ressources sont prévues au chapitre 29 du projet de budget-programme (Services de conférence et bibliothèque) 2/, et qu'il faudra recruter du personnel temporaire pour les réunions. Les ressources en personnel à prévoir à ce titre ne peuvent être déterminées qu'en fonction du calendrier des conférences de l'exercice 1990-1991. Toutefois, comme il est indiqué au paragraphe 29.5 du projet de budget-programme 2/, les ressources prévues pour l'exercice au titre du personnel temporaire pour les réunions ont été calculées sur la base de l'expérience acquise et doivent permettre de financer non seulement les réunions inscrites au programme, mais aussi des réunions supplémentaires. En d'autres termes, le projet de budget-programme inclut des crédits non seulement pour les réunions qui étaient déjà prévues au moment de l'établissement du budget, mais aussi pour celles qui seraient autorisées ultérieurement, sous réserve que le nombre et la répartition des conférences et réunions devant se tenir au cours de l'exercice correspondent au schéma des dernières années. Sur cette base, l'adoption des projets de résolution à l'étude ne nécessiterait pas l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 29 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991.

13. En conclusion, sous réserve des règles régissant le fonctionnement et l'utilisation du fonds de réserve, il faudrait ouvrir un crédit supplémentaire de 309 300 dollars au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991. Il faudrait aussi ouvrir un crédit supplémentaire de 27 400 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel), crédit qui serait compensé par l'inscription d'un montant égal au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

#### Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/45/6/Rev.1), vol. I.

2/ Ibid., vol. II.



Annexe 1

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 1 INTITULE  
"COOPERATION INTERNATIONALE EN MATIERE DE PREVENTION DU CRIME ET DE  
JUSTICE PENALE DANS LE CONTEXTE DU DEVELOPPEMENT"

1. Le dispositif du projet de résolution est ainsi conçu :

"L'Assemblée générale,

...

Adopte les recommandations relatives à la coopération internationale en matière de prévention du crime et de justice pénale dans le contexte du développement contenues dans l'annexe à la présente résolution."

2. L'annexe en question - en particulier ses paragraphes 8, 9, 12, 13, 22, 24 et 27 - contient des recommandations visant à améliorer la coordination des activités menées par le Secrétariat de l'ONU dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires aurait notamment pour mission de dresser, à l'intention des Etats Membres, un inventaire des mesures préventives portant sur des types de criminalité tels que les cambriolages, les vols avec violence et les agressions sur la voie publique, sur la base d'un examen et d'une évaluation approfondis de leur efficacité dans divers contextes culturels, sociaux, économiques et politiques. Le Centre serait aussi chargé d'élaborer un guide contenant un inventaire des mesures d'information sur les moyens de se protéger contre la criminalité, sur la protection des victimes, sur l'assistance aux victimes et sur leur dédommagement, guide qui serait également destiné aux Etats Membres. Enfin, le Secrétariat serait invité à prêter une assistance spéciale aux pays en développement pour les aider à élaborer des stratégies communes de prévention et de lutte et à mettre en place des programmes de coopération technique et scientifique.

3. Les activités prévues dans l'annexe au projet de résolution 1 s'inscrivent dans le cadre du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989, prorogé en 1991, tel que révisé g/. Par ailleurs, elles se rattachent au sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 h/. Elles ne sont cependant pas programmées dans celui-ci et constituent donc des activités nouvelles.

4. Les activités mentionnées au paragraphe 2 ci-dessus devraient être menées à bien en 1991, les deux inventaires prévus, une fois établis, devant par la suite être mis à jour. Les travaux de recherche et d'analyse auxquels il faut procéder en 1991 exigeraient les services de personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires) de la classe P-3 pendant trois mois ou plus. La dépense connexe est estimée à 18 500 dollars. Une fois les inventaires établis, on constituerait une base de données sur les législations en vigueur pour pouvoir fournir des renseignements aux Etats Membres qui en feraient la demande au cours de l'exercice et des exercices suivants.

/...

5. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution I, il faudra modifier comme suit le programme de travail approuvé au chapitre 8 pour l'exercice biennal 1990-1991 :

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

Élément de programme 9.2. Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

Nouveaux produits :

- iii) Fourniture de données aux Etats Membres sur les mesures de prévention du criminalité (1991);
- iv) Fourniture de données aux Etats Membres sur les mesures d'information relatives aux moyens de se protéger contre la criminalité, à la protection des victimes, à l'assistance aux victimes et à leur dédommagement (1991).

6. En ce qui concerne la dépense de 18 500 dollars mentionnée au paragraphe 4, on estime qu'il serait impossible de la financer intégralement ou partiellement à l'aide des crédits prévus pour le sous-programme 9 au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice 1990-1991. Il faudrait donc ouvrir un crédit supplémentaire à cet effet. Les crédits éventuellement nécessaires au cours des exercices suivants seraient examinés dans le cadre des projets de budget-programme pertinents.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe II

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 2  
INTITULE "ETUDE DES FONCTIONS ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE  
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN MATIERE DE PREVENTION  
DU CRIME ET DE JUSTICE PENALE"

1. Les paragraphes 1 à 3 du dispositif du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Décide de constituer un groupe de travail intergouvernemental qui, comme suite au rapport du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, intitulé "Pour un programme international efficace en matière de criminalité et de justice", établirait un rapport dans lequel il formulerait des propositions en vue de l'élaboration d'un programme efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale et indiquerait la meilleure façon d'exécuter ce programme et, partant, prie le Président de l'Assemblée générale, en consultation avec les présidents des groupes régionaux, de désigner jusqu'à 30 Etats Membres, sur la base du principe de la répartition géographique équitable, pour constituer le groupe de travail;

2. Invite les Etats Membres, en consultation avec le Secrétaire général et le Président du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, à convoquer dès que possible une réunion ministérielle qui serait chargée :

a) D'étudier le rapport du groupe de travail intergouvernemental afin de décider du contenu du futur programme en matière de prévention du crime et de justice pénale;

b) De déterminer, dans ce contexte, s'il serait nécessaire d'élaborer une convention ou un autre instrument international dans lequel seraient précisés le contenu, la structure et la dynamique de ce programme, notamment les mécanismes permettant d'arrêter les priorités, d'assurer l'application du programme et de suivre les résultats obtenus;

3. Prie le Secrétaire général, lors des préparatifs de la réunion ministérielle, d'évaluer les incidences éventuelles du programme proposé par le groupe de travail intergouvernemental sur les ressources et l'organisation du Secrétariat et de présenter un rapport à ce sujet à la réunion ministérielle et au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance;"

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires), programme 1, sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du plan à

moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel que révisé a/. On estime en outre que les activités susmentionnées sont liées à celles approuvées au titre du sous-programme 10 (Analyse des tendances de la criminalité et évaluation des stratégies de prévention du crime) du chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991. Les activités proposées ne sont pas programmées dans le budget-programme actuel et sont donc des activités nouvelles à inscrire au chapitre 8.

3. Les activités mentionnées au paragraphe 1 du projet de résolution comprendraient une session d'un groupe de travail intergouvernemental qui se tiendrait à Vienne en mars 1991 pendant cinq jours ouvrables. Le groupe tiendrait un maximum de 10 séances pendant cette période. Les services de conférence nécessaires au groupe seraient fournis dans toutes les langues. Le groupe adopterait son rapport et le soumettrait à la réunion ministérielle, qui examinerait les recommandations du groupe sur le futur programme en matière de prévention du crime et de justice pénale. La réunion ministérielle se tiendrait en septembre 1991 et durerait trois jours. Il y aurait deux séances plénières et deux séances de groupe de travail par jour au cours de cette réunion. Le service des séances serait assuré dans toutes les langues. Dans le cadre de la préparation de la réunion ministérielle, le Secrétariat établirait un rapport sur les incidences du programme proposé par le groupe de travail intergouvernemental conformément au paragraphe 3 du dispositif de la résolution.

4. On estime que la préparation et le service de la session du groupe de travail intergouvernemental et de la réunion ministérielle, ainsi que l'établissement du rapport exigeraient, en 1991, des ressources en personnel temporaire correspondant à 12 mois de travail d'administrateur de la classe P-4, six mois de travail d'administrateur de la classe P-3 et 12 mois de travail d'agent des services généraux (services de secrétariat).

5. On estime que le coût des services mentionnés ci-dessus au paragraphe 4 s'élèverait à 160 900 dollars au titre du personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires).

6. Les services de conférence nécessaires pour les activités du groupe de travail intergouvernemental et de la réunion ministérielle ont été évalués en partant de l'hypothèse qu'ils se réuniraient l'un et l'autre à Vienne. En fonction de cette hypothèse, les dépenses à prévoir au titre des services de conférence, calculées sur la base du coût intégral, se monteraient à 387 500 dollars et se répartiraient comme suit, par type d'activité et type de service :

	<u>Groupe de travail intergouvernemental</u>	<u>Réunion ministérielle</u>
	(Dollars)	(Dollars)
a) Documentation à établir avant les sessions (24 pages : A, Ar, C, E, F, R)	33 100	33 100
b) Service des séances (A, Ar, C, E, F, R)	66 800	80 100
c) Documentation à établir pendant les sessions (32 pages : A, Ar, C, E, F, R)	43 100	43 100
d) Documentation à établir après les sessions (24 pages : A, Ar, C, E, F, R)	44 100	44 100
<b>Total</b>	<b>187 100</b>	<b>200 400</b>

7. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution 2, le programme de travail approuvé au titre du chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 10. Analyse des tendances de la criminalité et évaluation des stratégies de prévention du crime

Elément de programme 10.1. Etude de l'ONU sur les tendances de la criminalité, les opérations des systèmes de justice pénale et les statistiques de prévention du crime

Nouveaux produits :

iii) Services fonctionnels nécessaires pour les séances du groupe de travail intergouvernemental chargé de proposer un programme efficace en matière de prévention du crime et de justice pénale et assistance pour la préparation de son rapport (premier trimestre de 1991);

iv) Rapport de la réunion ministérielle sur les incidences du programme que doit proposer le groupe de travail intergouvernemental (troisième trimestre de 1991);

v) Services fonctionnels nécessaires à la réunion ministérielle consacrée au futur programme en matière de prévention du crime et de justice pénale (troisième trimestre de 1991).

8. On a estimé que les dépenses prévues ci-dessus au paragraphe 5 (160 900 dollars) ne pourraient pas être absorbées à l'aide des ressources existantes et exigeraient l'ouverture d'un crédit supplémentaire au chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991.

9. Les prévisions de dépenses relatives aux services de conférence (387 500 dollars) sont expliquées ci-dessus au paragraphe 6.

Notes

a/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe III

INCIDENCES SUR LE BUDGET PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 3 INTITULE  
"INFORMATISATION DE LA JUSTICE PENALE"

1. Les paragraphes 1 à 4 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Engage le Secrétaire général, dans la mesure où les activités visées dans la présente résolution ne peuvent pas être entreprises dans les limites des ressources existantes et avec les connaissances spécialisées disponibles, à élaborer des propositions susceptibles d'être présentées à des donateurs potentiels des secteurs gouvernemental, intergouvernemental et privé, réunis éventuellement en consortium, pour obtenir ces ressources et ces connaissances; ces propositions devraient comprendre des projets pilotes propres à démontrer la valeur et la viabilité desdites activités, et servir à garantir un appui financier à long terme émanant de sources diverses;

2. Prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec le réseau des instituts régionaux et l'institut interrégional, de renforcer le Réseau mondial d'information sur la criminalité et la justice pénale en :

a) Etablissant et en diffusant des publications, rapports et bulletins appropriés;

b) Mettant au point un répertoire des programmes novateurs en matière d'informatisation de l'administration de la justice pénale;

c) Organisant, sur une base continue, des réunions, séminaires et journées d'étude régionaux et interrégionaux;

d) Tenant à jour un fichier de personnes et d'organisations en vue de jeter les bases d'une infrastructure de coopération technique internationale;

e) Renforçant la communication entre Etats Membres par un réseau d'information électronique;

f) Facilitant les échanges d'informations concernant les applications de l'informatique dans le domaine de la justice pénale;

3. Prie le Secrétaire général, agissant en coopération avec le réseau d'instituts régionaux et l'institut interrégional, de lancer un programme de coopération technique pour la systématisation et l'informatisation de la justice pénale en vue de proposer des formations, de déterminer les besoins, d'élaborer et d'exécuter des projets concrets et de faire rapport sur les résultats obtenus au neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la traitement des délinquants;

/...

4. Prie en outre le Secrétaire général de créer un groupe international d'experts qui bénéficierait de l'appui du Département de la coopération technique pour le développement, ferait régulièrement rapport au Secrétaire général et aurait une représentation et des responsabilités interrégionales pour ce qui est :

- a) D'examiner et d'évaluer les expériences des pays dans l'informatisation de la justice pénale;
- b) De superviser l'élaboration du programme de coopération technique;
- c) De suivre les activités du programme de coopération technique;
- d) D'informer les Etats Membres sur les fonds et les services qui pourraient éventuellement être obtenus de divers donateurs appartenant aux secteurs gouvernemental, intergouvernemental et privé;
- e) D'informer ces donateurs des besoins d'assistance des Etats Membres;
- f) De consulter les experts compétents du secteur privé en matière de justice pénale;"

2. Les activités mentionnées dans le projet de résolution relèvent du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel que révisé a/, et relèveraient du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale) du budget-programme pour 1990-1991 b/. Elles n'ont pas été programmées pour l'exercice biennal en cours et représentent donc des activités nouvelles.

3. Les activités mentionnées aux paragraphes 1 à 4 du projet de résolution sont essentiellement d'ordre opérationnel et, en tant que telles, doivent être financées à l'aide de ressources extrabudgétaires. Il n'est toutefois pas possible, au stade actuel, d'évaluer de manière précise les ressources opérationnelles nécessaires à ces activités. En 1991, le programme, y compris un état détaillé des prévisions de dépenses et des activités fondé sur une série de priorités clairement définies, sera élaboré et soumis pour examen au groupe international d'experts visé au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution. Des propositions seront soumises en 1991 aux donateurs potentiels en vue d'obtenir les ressources nécessaires, y compris les ressources nécessaires au groupe international d'experts, dont la première réunion doit avoir lieu en 1992. On estime que la préparation du programme exigera six mois de services de consultants (y compris leurs frais de voyage), soit 35 000 dollars, ainsi que des fonds pour l'achat et le fonctionnement du matériel de traitement électronique des données, soit 19 000 dollars. Ces dépenses seraient financées à l'aide de ressources extrabudgétaires, et l'ensemble de la coordination et de la direction du programme serait assuré par le personnel existant.

4. En ce qui concerne la modification des activités approuvées résultant du projet de résolution, on estime qu'il faudrait ajouter au programme de travail approuvé dans le cadre de l'actuel budget-programme les nouvelles activités suivantes :



Sous-programme 12. Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

Elément de programme 12.1. Appui fonctionnel aux projets de coopération technique

Préparation d'un programme de systématisation et d'informatisation de la justice pénale (1991).

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe IV

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 5,  
INTITULE "REGLES MINIMA DES NATIONS UNIES POUR L'ELABORATION  
DE MESURES NON PRIVATIVES DE LIBERTE (REGLES DE TOKYO)"

1. Les paragraphes 8 et 11 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

8. Prie le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour élaborer un commentaire sur les Règles de Tokyo, qui sera présenté pour approbation et diffusion au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à sa douzième session, en accordant une attention particulière aux garanties légales, à l'application des Règles et à l'élaboration de principes directeurs similaires au niveau régional;

...

11. Prie le Secrétaire général de prendre les mesures voulues pour assurer la diffusion la plus large possible des Règles de Tokyo, notamment en les communiquant aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et ~~non gouvernementales compétentes et aux autres parties intéressées;~~"

2. Les activités susmentionnées relèvent du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires), programme 1, sous-programme 11 (Principes directeurs et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel que révisé a/. Elles relèveraient du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale), sous-programme 11 (Principes directeurs et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale), élément de programme 11.1 (Traitement des délinquants) du budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 b/. Toutefois, les activités en question ne sont pas programmées dans l'actuel budget-programme et représentent, par conséquent, des activités nouvelles à inscrire au chapitre 8.

3. L'élaboration du commentaire visé au paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution exigerait des services de consultants dont le coût est estimé à 5 000 dollars. La diffusion des Règles de Tokyo, demandée au paragraphe 11 du dispositif du projet de résolution, serait financée dans le cadre des ressources globales prévues au chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991. L'application de ces règles, demandée au paragraphe 8 du projet de résolution, exigerait un contrôle de la part de l'Organisation des Nations Unies au cours de l'exercice biennal 1992-1993.

4. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution 4, le programme de travail approuvé au titre du chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 11. Principes directeurs et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale

Elément de programme 11.1 Traitement des délinquants

Nouveau produit :

iv) Commentaire sur les Règles de Tokyo, qui sera examiné par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance à sa douzième session (quatrième trimestre de 1991).

5. Le coût des services de consultants mentionnés ci-dessus au paragraphe 3 (5 000 dollars) ne pourra pas être financé à l'aide des ressources prévues au chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991 et exigera, par conséquent, l'ouverture d'un crédit supplémentaire à ce chapitre. Les ressources requises pour surveiller l'application des Règles seront prises en compte dans le cadre du projet de budget-programme pour 1992-1993, au chapitre 8.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); *ibid.*, quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et *ibid.*, Supplément No 16 (A/43/16).

b/ *Ibid.*, quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe V

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 6  
INTITULE "PRINCIPES DIRECTEURS DES NATIONS UNIES POUR LA  
PREVENTION DE LA DELINQUANCE JUVENILE (PRINCIPES DIRECTEURS  
DE RIYAD)"

1. Les paragraphes 5 à 8 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

5. Prie le Secrétaire général et demande aux Etats Membres d'assurer la diffusion la plus large possible au texte des Principes directeurs dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies;

6. Prie en outre le Secrétaire général et demande à tous les services compétents et institutions intéressées des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi qu'aux experts, de faire un effort concerté pour promouvoir l'application des Principes directeurs;

7. Prie aussi le Secrétaire général d'intensifier la recherche sur les situations de risque social et sur l'exploitation des enfants, notamment aux fins d'activités criminelles, en vue de mettre au point des contre-mesures globales, et de faire rapport sur ce sujet au neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

8. Prie le Secrétaire général de publier un manuel composite sur les normes devant régir la justice pour mineurs, qui contiendrait l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (les "Règles de Beijing"), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (les "Principes directeurs de Riyad") et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, ainsi qu'une série de commentaires détaillés sur leurs dispositions;"

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires), programme 1, sous-programme 11 (Principes directeurs et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel que révisé a/, et relèveraient du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale), sous-programme 11 (Principes directeurs et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale), élément de programme 11.3 (Justice pour mineurs) du budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 b/.

3. La diffusion du texte des Principes directeurs, demandée au paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution, serait financée à l'aide des ressources globales prévues au chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991.

/...

4. Quant à la publication du manuel composite, on estime qu'elle exigerait en 1991 la préparation d'une série de commentaires détaillés sur les normes relatives à la justice pour mineurs, comme il est demandé au paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution. A cette fin, des services de consultants dont le coût est estimé à 5 000 dollars seraient nécessaires en 1991. Cette activité se poursuivrait jusqu'à la fin de 1992 et le manuel serait publié en 1993 à l'intention des Etats Membres.

5. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution 4, le programme de travail approuvé dans le cadre du chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 11. Principes directeurs et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale

Elément de programme 11.3 Justice pour mineurs

Préparation de commentaires sur les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, à l'intention des Etats Membres (quatrième trimestre de 1991).

6. Le coût des services de consultants mentionnés ci-dessus au paragraphe 4 (5 000 dollars) ne peut pas être financé à l'aide des ressources prévues au chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991 et exigerait, par conséquent, l'ouverture d'un crédit supplémentaire à ce chapitre pour l'exercice biennal en cours. Les ressources nécessaires pour l'exercice biennal 1992-1993 seront prises en compte dans le cadre du chapitre 8 du projet de budget-programme pour cet exercice biennal.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe VI

**INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 9 INTITULE  
"UTILISATION DES ENFANTS DANS DES ACTIVITES CRIMINELLES"**

1. Les paragraphes 1 et 2 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Prie les Etats Membres et le Secrétaire général de prendre des mesures en vue de la formulation de programmes destinés à résoudre le problème de l'utilisation des enfants dans les activités criminelles et d'adopter notamment les mesures concrètes suivantes :

a) Procéder à une étude et à une analyse systématique du phénomène;

b) Mener des activités de formation et de sensibilisation à l'intention des agents des services de répression et des autres membres du personnel des services judiciaires ainsi que des décideurs, afin de leur faire prendre conscience de ces situations à risque social par lesquelles des enfants sont poussés par des adultes à se livrer à des activités criminelles;

c) Prendre des mesures pour lutter contre la criminalité en veillant à ce que les sanctions visent les adultes qui sont les instigateurs et les auteurs des crimes plutôt que les enfants qui sont eux-mêmes victimes de la criminalité, puisque étant exposés au crime;

d) Arrêter des politiques et programmes d'ensemble, ainsi que des mesures préventives et correctives efficaces, afin de mettre un terme à l'utilisation et à l'exploitation des enfants par des adultes à des fins d'activités criminelles;

2. Prie le Secrétaire général d'étudier la situation dans différents pays et de faire rapport au neuvième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants sur l'application de la présente résolution;"

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires), programme 1, sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel que révisé a/, et relèvent du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale), sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement), élément de programme 9.2 (Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement) du budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 b/.

/...

3. Ces activités comprendraient la formulation d'un programme destiné à résoudre les problèmes signalés dans le projet de résolution et la publication du rapport y relatif et exigeraient, en 1991, des services de consultants dont le coût est évalué à 5 000 dollars. Le programme ainsi formulé serait appliqué au cours de l'exercice biennal 1992-1993 et au-delà.

4. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution 9, le programme de travail approuvé au chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

Elément de programme 9.2 Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

Formulation d'un programme destiné à résoudre le problème de l'utilisation des enfants dans des activités criminelles (1991).

5. Le coût des services de consultants mentionnés ci-dessus au paragraphe 3 (5 000 dollars) ne peut pas être financé à l'aide des ressources prévues au chapitre 8 du budget-programme pour 1990-1991 et nécessiterait, par conséquent, l'ouverture d'un crédit supplémentaire à ce chapitre pour l'exercice biennal en cours. Les ressources requises pour appliquer le projet de résolution au cours des exercices biennaux à venir seront prises en compte dans le cadre des projets de budget-programme pour ces exercices.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); *ibid.*, quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et *ibid.*, Supplément No 16 (A/43/16).

b/ *Ibid.*, quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe VII

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 10  
INTITULE "TRAITE TYPE D'EXTRADITION"

1. Les paragraphes 1 et 8 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Adopte le Traité type d'extradition annexé à la présente résolution, en tant qu'il constitue un cadre utile, susceptible d'aider les Etats Membres qui le désirent à négocier et à conclure des accords bilatéraux visant à améliorer la coopération dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale;

...

8. Invite les Etats Membres à communiquer au Secrétaire général, lorsqu'il le leur demandera, les dispositions de leur législation qui régissent l'extradition, afin qu'elles puissent être communiquées aux Etats Membres qui veulent adopter ou enrichir une législation dans ce domaine."

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement), du programme 1 du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel qu'il a été révisé a/. Elles relèveraient de l'élément de programme 9.2 (Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement) du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale) du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 b/. Ces activités ne sont toutefois pas prévues dans le budget-programme actuel et représentent donc des activités nouvelles à inscrire au chapitre 8.

3. Pour mener à bien les activités susmentionnées, il faudrait demander des informations aux Etats Membres, mettre en place une base de données, recueillir et stocker l'information, ainsi qu'exploiter et tenir à jour le système d'information pour pouvoir communiquer aux Etats Membres les renseignements qu'ils demandent. Il faudrait prévoir à cette fin trois mois de travail d'un fonctionnaire de la classe P-3, par an, à compter de 1991.

4. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution 10, le programme de travail approuvé au chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

Elément de programme 9.2 Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

/...



**Nouveau produit :**

v) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation en matière d'extradition (1991).

5. Les dépenses relatives aux services d'un fonctionnaire de la classe P-3 nécessaires pendant trois mois en 1991 s'élèveraient à 9 300 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel. On estime que ces dépenses ne pourront pas être financées à l'aide des crédits déjà ouverts et représenteront donc des ressources nouvelles à inscrire au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal en cours. Les ressources nécessaires au titre des services connexes pendant l'exercice biennal 1992-1993 seraient prises en compte dans le projet de budget-programme pour cet exercice.

**Notes**

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16);

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe VIII

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 11  
INTITULE "TRAITE TYPE D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE"

1. Les paragraphes 1 et 8 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Adopte le Traité type d'entraide judiciaire en matière pénale ainsi que son Procéle facultatif, reproduit dans l'annexe à la présente résolution, afin de fournir aux Etats intéressés un cadre qui leur facilite la négociation et la conclusion d'arrangements bilatéraux propres à renforcer la coopération en matière de prévention du crime et de justice pénale;

...

8. Invite les Etats Membres à communiquer au Secrétaire général, lorsqu'il le leur demandera, les dispositions de leur législation qui régissent l'entraide judiciaire en matière pénale, afin qu'elles puissent être communiquées aux Etats Membres qui veulent adopter ou enrichir une législation dans ce domaine."

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du sous-programme 9 (Politique des prévention du crime dans le contexte du développement) du programme 1 du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel qu'il a été révisé a/. Elles relèveraient de l'élément de programme 9.2 (Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement) du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale) du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 b/. Ces activités ne sont toutefois pas prévues dans le budget-programme actuel et représentent donc des activités nouvelles à inscrire au chapitre 8.

3. Pour mener à bien les activités susmentionnées, il faudrait demander des informations aux Etats Membres, mettre en place une base de données, recueillir et stocker l'information, ainsi qu'exploiter et tenir à jour le système d'information pour pouvoir communiquer aux Etats Membres les renseignements qu'ils demandent. Il faudrait prévoir à cette fin trois mois de travail d'un fonctionnaire de la classe P-3, par an, à compter de 1991.

4. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution 11, le programme de travail approuvé au chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

/...

Elément de programme 9.2 Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

Nouveau produit :

vi) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation relative à l'entraide judiciaire en matière pénale (1991).

5. Les dépenses relatives aux services d'un fonctionnaire de la classe P-3 nécessaires pendant trois mois en 1991 s'élèveraient à 9 300 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel. On estime que ces dépenses ne pourront pas être financées à l'aide des crédits déjà ouverts et représentent donc des ressources nouvelles à inscrire au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal en cours. Les ressources nécessaires pendant des services connexes pendant l'exercice biennal 1992-1993 seraient prises en compte dans le projet de budget-programme pour cet exercice.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

**Annexe IX**

**INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 12  
INTITULE "TRAITE TYPE SUR LE TRANSFERT DES POURSUITES PENALES"**

1. Les paragraphes 1 et 6 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Adopte le Traité type sur le transfert des poursuites pénales, dont le texte est reproduit en annexe à la présente résolution, comme un cadre utile qui pourrait aider les Etats intéressés à négocier et à conclure des traités bilatéraux ou multilatéraux visant à améliorer la coopération en matière de prévention du crime et de justice pénale;

...

6. Prie le Secrétaire général d'aider les Etats Membres, à leur demande, à élaborer des traités sur le transfert des poursuites pénales et de faire à ce sujet régulièrement rapport au Comité."

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du programme 1 du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel qu'il a été révisé a/. Elles relèveraient de l'élément de programme 9.2 (Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement) du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale) du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991. Ces activités ne sont toutefois pas prévues dans le budget-programme actuel et représentent donc des activités nouvelles à inscrire au chapitre 8.

3. Pour mener à bien les activités susmentionnées, il faudrait demander des informations aux Etats Membres, mettre en place une base de données, recueillir et stocker l'information, ainsi qu'exploiter et tenir à jour le système d'information pour pouvoir communiquer aux Etats Membres les renseignements qu'ils demandent. Il faudrait prévoir à cette fin trois mois de travail d'un fonctionnaire de la classe P-3, par an, à compter de 1991.

4. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution 12, le programme de travail approuvé au chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

Elément de programme 9.2 Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

/...

**Nouveau produit :**

vii) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation dans le domaine du transfert des poursuites pénales (1991).

5. Les dépenses relatives aux services d'un fonctionnaire P-3 nécessaires pendant trois mois en 1991 s'élèveraient à 9 300 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel. On estime que ces dépenses ne pourront pas être financées à l'aide des crédits déjà ouverts et représentent donc des ressources nouvelles à inscrire au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal en cours. Les ressources nécessaires au titre des services connexes pendant l'exercice biennal 1992-1993 seraient prises en compte dans le projet de budget-programme pour cet exercice.

**Notes**

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

Annexe X

INCIDENCES SUR LE BUDGET-PROGRAMME DU PROJET DE RESOLUTION 13  
INTITULE "TRAITE TYPE RELATIF AU TRANSFERT DE LA SURVEILLANCE  
DES DELINQUANTS BENEFICIANT D'UN SURSIS A L'EXECUTION DE LA  
PEINE OU D'UNE LIBERATION CONDITIONNELLE"

1. Les paragraphes 1 et 6 du projet de résolution se lisent comme suit :

"L'Assemblée générale.

...

1. Adopte le Traité relatif au transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle dont le texte est joint en annexe à la présente résolution et qui pourrait servir de cadre de référence aux Etats désireux de négocier et de conclure des traités bilatéraux ou multilatéraux visant à améliorer leur coopération en matière de prévention du crime et de justice pénale;

...

6. Prie le Secrétaire général d'aider les Etats Membres, sur leur demande, à conclure le traité relatif au transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle et de faire rapport régulièrement au Comité à ce sujet."

2. Les activités proposées dans le projet de résolution relèvent du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du programme 1 du chapitre 21 (Développement social et affaires humanitaires) du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (prolongé jusqu'en 1991), tel qu'il a été révisé p/. Elles relèveraient de l'élément de programme 9.2 (Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement) du sous-programme 9 (Politique de prévention du crime dans le contexte du développement) du chapitre 8 (Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale) du budget-programme de l'exercice biennal 1990-1991 p/. Ces activités ne sont toutefois pas prévues dans le budget-programme actuel et représentent donc des activités nouvelles à inscrire au chapitre 8.

3. Pour mener à bien les activités susmentionnées, il faudrait demander des informations aux Etats Membres, mettre en place une base de données, recueillir et stocker l'information, ainsi qu'exploiter et tenir à jour le système d'information pour pouvoir communiquer aux Etats Membres les renseignements qu'ils demandent. Il faudrait prévoir à cette fin trois mois de travail d'un fonctionnaire de la classe P-3, par an, à compter de 1991.

4. Au cas où l'Assemblée générale adopterait le projet de résolution 13, le programme de travail approuvé au chapitre 8 devrait être modifié comme suit :

/...

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement

Élément de programme 9.2 Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

Nouveau produit :

viii) Fourniture de données aux Etats Membres concernant la législation dans le domaine du transfert de la surveillance des délinquants bénéficiant d'un sursis à l'exécution de la peine ou d'une libération conditionnelle (1991).

5. Les dépenses relatives aux services d'un fonctionnaire de la classe P-3 nécessaires pendant trois mois en 1991 s'élèveraient à 9 300 dollars au titre des traitements et des dépenses communes de personnel. On estime que ces dépenses ne pourront pas être financées par les crédits déjà ouverts et représentent donc des ressources nouvelles à inscrire au chapitre 8 du budget-programme de l'exercice biennal en cours. Les ressources nécessaires au titre des services connexes pendant l'exercice biennal 1992-1993 seraient prises en compte dans le projet de budget-programme pour cet exercice.

Notes

a/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément No 6 (A/37/6 et Corr.1); ibid., quarante-troisième session, Supplément No 6 (A/43/6); et ibid., Supplément No 16 (A/43/16).

b/ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément No 6 (A/44/6/Rev.1), vol. I.

-----